

## RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2020

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2020, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Depuis 2017, Lectra commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnements, pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service* (SaaS).

Pour faciliter la comparaison avec les exercices antérieurs, le Groupe avait décidé, en 2018 et 2019, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2 (coefficient permettant de calculer le montant qu'aurait représenté la commande si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle).

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels, pour les offres en mode SaaS.

Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de licences perpétuelles de logiciel est enregistré dans la rubrique du même nom ; celui correspondant aux logiciels embarqués l'est dans la rubrique « Équipements et leurs logiciels », comme précédemment. Les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent, quant à eux, du chiffre d'affaires dans la rubrique « Abonnements logiciels ».

Les comparaisons détaillées entre 2020 et 2019 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2019 (« données comparables »). L'impact de l'acquisition de Retviews (*cf.* communiqué du 15 juillet 2019) sur les comptes du premier semestre n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

Les tableaux détaillés et les variations à données comparables des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du deuxième trimestre et du premier semestre figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 8.

### 1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2020

Dans son rapport sur les comptes du premier trimestre publié le 29 avril 2020, le Groupe avait anticipé un fort recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel au deuxième trimestre, en raison de l'épidémie de COVID-19 et de ses conséquences, en particulier l'extension des mesures de confinement

dans de nombreux pays qui ont mis au ralenti ou à l'arrêt la quasi-totalité des usines des clients de Lectra.

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (15,0 millions d'euros) diminuent de 42 % par rapport au deuxième trimestre 2019. La valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels s'élève à 0,3 million d'euros, en progression de 30 %.

Le chiffre d'affaires (50,5 millions d'euros) diminue de 28 % par rapport au deuxième trimestre 2019.

Malgré cette forte baisse du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et le résultat net sont restés positifs, notamment grâce aux mesures de limitation des dépenses mises en œuvre dès le mois de mars. Celles-ci se sont traduites par une baisse des frais généraux de 11 % par rapport au deuxième trimestre 2019, alors qu'ils avaient progressé de 2 % au premier trimestre.

Le résultat opérationnel (2,0 millions d'euros) recule de 79 % à données comparables et à données réelles. La marge opérationnelle est de 4,0 %, en recul de 9,6 points.

Le résultat net (1,1 million d'euros) est en baisse de 85 % à données réelles par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le cash-flow libre est négatif de 2,2 millions d'euros en raison de la faiblesse du résultat net et de l'augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement au deuxième trimestre. Il était positif de 2,7 millions d'euros au deuxième trimestre 2019.

## **2. ACTIVITÉ ET COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2020**

L'épidémie de COVID-19 et ses conséquences ont fortement marqué le premier semestre.

Dès le début de la crise, le Groupe a pris les mesures d'hygiène et de distanciation physique nécessaires pour préserver la santé de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs et de ses autres parties prenantes.

Un dispositif de télétravail a été immédiatement mis en place pour tous les collaborateurs dont la présence sur site n'était pas requise, en France comme dans tous les pays dont le gouvernement recommandait ou imposait ce principe. À la date du présent rapport, la grande majorité des employés du Groupe est revenue sur son lieu de travail, tout en continuant de respecter les règles de sécurité sanitaire appliquées depuis le début de la crise.

En parallèle, le Groupe a maintenu l'ensemble de ses activités. Il a en particulier poursuivi sa fabrication et a continué de livrer les équipements, les consommables et les pièces détachées dans le monde entier. Le service après-vente de ses solutions a également été assuré auprès de ses clients restant en activité.

Les mesures de confinement mises en place au premier semestre par la grande majorité des pays ont entraîné une forte baisse d'activité chez les clients du Groupe ainsi que le gel de certaines discussions commerciales avec Lectra. Ses marchés stratégiques (la mode, l'automobile et l'ameublement) ont tous trois été fortement affectés.

Avec une parité moyenne de 1,10 \$ / 1 € au premier semestre 2020, le dollar s'est inscrit en hausse de 3 % par rapport à l'euro au premier semestre 2019. Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 1 % par rapport à l'euro. L'évolution des devises a eu un effet mécanique négligeable sur le chiffre d'affaires (+ 0,2 million d'euros) et de + 4 % (+ 0,3 million d'euros) sur le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

## Recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

Dans ce contexte particulier et inédit, le chiffre d'affaires (114,0 millions d'euros) diminue de 17 % par rapport au premier semestre 2019.

### *Commandes et chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents*

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (34,2 millions d'euros) diminuent de 35 %. Le ralentissement des commandes, amorcé au mois de mars, s'est accéléré au deuxième trimestre. Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (3,7 millions d'euros), d'équipements et de leurs logiciels (25,6 millions d'euros), et de formation et de conseil (4,2 millions d'euros) reculent respectivement de 45 %, 35 % et 27 %.

Géographiquement, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents diminuent de 48 % en Asie-Pacifique, de 28 % en Europe et de 2 % dans les Amériques. Elles reculent de 55 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...). Elles sont en retrait de 25 % dans la mode, de 46 % dans l'automobile, de 56 % dans l'ameublement et de 3 % dans les autres industries.

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels, et des services non récurrents (37,8 millions d'euros) baisse de 30 %. Il comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (4,2 millions d'euros), qui diminuent de 44 % et contribuent à hauteur de 4 % au chiffre d'affaires global (5 % en 2019) ;
- les équipements et leurs logiciels (27,8 millions d'euros), qui reculent de 28 % et représentent 24 % du chiffre d'affaires global (28 % en 2019) ;
- la formation et le conseil (5,1 millions d'euros), qui sont en retrait de 19 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2019).

Au 30 juin 2020, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels, et de la formation et du conseil s'élève à 16,0 millions d'euros. Il diminue de 3,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019, et de 5,2 millions d'euros par rapport au 30 juin 2019.

### *Commandes de logiciels sous forme d'abonnements - Chiffre d'affaires des contrats récurrents et des consommables et pièces*

La valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels s'élève à 1,0 million d'euros, en progression de 44 % par rapport au premier semestre 2019.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 44 % du chiffre d'affaires global – atteint 49,9 millions d'euros, en progression de 4 %.

Cette composante du chiffre d'affaires, un des piliers du modèle économique du Groupe, représente un facteur de protection qui atténue les conséquences de la crise de la COVID-19 sur son chiffre d'affaires et ses résultats. Elle se décompose ainsi :

- les abonnements logiciels s'établissent à 1,6 million d'euros (0,4 million d'euros en 2019) ;
- les contrats de maintenance des logiciels (19,0 millions d'euros), stables, représentent 17 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (29,4 millions d'euros), en croissance de 3 %, représentent 26 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (26,3 millions d'euros), qui subit la très forte baisse d'activité des clients du Groupe consécutive à la crise sanitaire, diminue de 27 %. Il représente 23 % du chiffre d'affaires (26 % en 2019).

Au global, le chiffre d'affaires récurrent (76,2 millions d'euros) recule de 9 %.

### **Marge brute**

La marge brute s'élève à 86,1 millions d'euros, en diminution de 14 % par rapport à 2019.

Le taux de marge brute s'établit à 75,5 %, en augmentation de 2,5 points par rapport à celui de 2019 du fait essentiellement de l'évolution du mix produits, avec en particulier un poids plus important du chiffre d'affaires des contrats récurrents. Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

### **Frais généraux**

Les frais généraux s'établissent à 79,0 millions d'euros, en diminution de 4 % par rapport à 2019. Ils se décomposent comme suit :

- 74,3 millions d'euros de frais fixes (- 1 %) ;
- 4,7 millions d'euros de frais variables (- 37 %).

Les dépenses de recherche et développement (16,4 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 14,4 % du chiffre d'affaires (16,1 millions d'euros et 11,7 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2019). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues (en 2019), les frais nets de recherche et développement totalisent 12,0 millions d'euros (11,1 millions d'euros en 2019).

### **Résultat opérationnel et résultat net**

Le résultat opérationnel s'élève à 7,1 millions d'euros, en recul de 61 % par rapport au premier semestre 2019 (- 59 % à données réelles).

La marge opérationnelle s'établit à 6,2 %, en retrait de 6,7 points à données comparables, et de 6,5 points à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 0,2 million d'euros. Le résultat de change est négatif de 0,6 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 1,9 million d'euros, le résultat net s'élève à 4,5 millions d'euros, en diminution de 65 % à données réelles.

Le bénéfice net par action est de 0,14 € sur capital de base et sur capital dilué (0,40 € sur capital de base et 0,39 € sur capital dilué au premier semestre 2019).

### **Cash-flow libre positif**

Le cash-flow libre s'établit à 1,5 million d'euros (12,5 millions d'euros au premier semestre 2019). Cette diminution provient principalement de la baisse des résultats, et, pour 2,1 millions d'euros, de l'écart entre la diminution du besoin en fonds de roulement au premier semestre 2020 (0,3 million d'euros) et celle au premier semestre 2019 (2,4 millions d'euros).

### **Un bilan particulièrement solide – une trésorerie nette positive de près de 110 millions d'euros**

Au 30 juin 2020, les capitaux propres s'élèvent à 176,2 millions d'euros (183,0 millions d'euros au 31 décembre 2019), après paiement le 8 mai du dividende de 12,8 millions d'euros (0,40 € par action) au titre de l'exercice 2019.

Le Groupe n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent 109,9 millions d'euros (120,6 millions d'euros au 31 décembre 2019), après paiement du dividende.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2020 est négatif de 22,5 millions d'euros. Il comprend la partie encaissable à moins d'un an (2,6 millions d'euros) de la créance de 21,9 millions d'euros sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2016, la partie à plus d'un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (*cf.* note 6 de l'annexe au présent rapport).

### **3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE**

#### **Évolution du capital**

Au 30 juin 2020, le capital social est de 32 245 034 €, divisé en 32 245 034 actions d'une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, il a été augmenté de 145 934 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 1 064 411 €) par la création de 145 934 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

#### **Principaux actionnaires**

Le 15 juin, puis le 17 juillet 2020, la société a été informée qu'Allianz SE (Allemagne) avait franchi à la baisse, puis à la hausse, le seuil de 5 % des droits de vote. Le 17 juillet, elle détenait 5,14 % du capital et 5,10 % des droits de vote, par l'intermédiaire des sociétés Allianz IARD et Allianz vie qu'elle contrôle. Le premier franchissement de seuil, passif, provenait de l'augmentation du nombre d'actions et de droits de votes de la société.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Kempen Capital Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte du fonds Kempen Oranje Participaties dont elle assure la gestion, et Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés Allianz IARD et Allianz vie qu'elle contrôle, détiennent plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

#### **Actions de la société détenues en propre**

Au 30 juin 2020, la société détenait 0,09 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

#### **Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange**

Au 30 juin 2020, le cours de Bourse (16,18 €) s'est inscrit en baisse de 28 % par rapport au 31 décembre 2019 (22,35 €). Au cours du premier semestre, son plus bas a été de 12,20 € le 23 mars et son plus haut de 24,45 € le 13 janvier.

Pour les six premiers mois de 2020, les indices CAC 40, CAC All-Tradable et CAC Mid & Small ont tous les trois baissé de 17 %.

9,1 millions d'actions ont été échangées au premier semestre 2020 (6,9 millions au premier semestre 2019), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 35 % sur Euronext.

La société a confirmé, dans son communiqué du 15 avril 2020, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

### **4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN**

Aucun événement important n'est à signaler.

## 5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2020 seront publiés le 28 octobre, après la clôture d'Euronext Paris.

## 6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier 2019, publié le 11 février 2020, Lectra avait développé sa vision de long terme et sa nouvelle feuille de route pour la période 2020-2022.

Le Groupe évoquait déjà les incertitudes liées à l'épidémie de COVID-19, dont l'impact ne se faisait alors sentir qu'en Chine, et avait décidé de ne pas formuler de perspectives chiffrées pour 2020 dans l'attente d'une meilleure visibilité. Depuis, l'épidémie s'est transformée en pandémie, provoquant un ralentissement majeur et rapide de l'activité économique mondiale.

Si la plupart des objectifs de la feuille de route stratégique 2020-2022 demeurent d'actualité, en particulier l'accélération vers l'Industrie 4.0, les objectifs de croissance au terme de cette période devront nécessairement tenir compte des conséquences de la crise économique provoquée par la COVID-19. De ce fait, le Groupe actualisera ses objectifs lorsqu'il considèrera que la visibilité sera redevenue suffisante.

### Perspectives 2020

L'année 2020 sera marquée par la crise sanitaire mondiale et ses conséquences.

Lectra dispose d'un bilan particulièrement solide, d'une trésorerie nette positive de près de 110 millions d'euros au 30 juin 2020 et d'un modèle économique ayant fait ses preuves, avec notamment une part récurrente de son chiffre d'affaires très importante. Le Groupe considère qu'il est financièrement armé pour faire face à une diminution temporaire ou plus durable de son activité.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre des mesures de réduction de ses frais généraux, initialement prévus en hausse de 8 % en 2020, en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles. Les premiers effets de ces mesures, qui perdureront a minima jusqu'à la fin de l'année, sont visibles dans les comptes du deuxième trimestre.

Compte tenu de la solidité de sa situation financière, de sa capacité de résilience et de ses perspectives à moyen terme, le Groupe a décidé de ne pas mettre en œuvre de mesure d'activité partielle et de ne solliciter aucune aide du Gouvernement français. Lectra a également soutenu l'effort collectif face à cette crise en découpant bénévolement des masques et des équipements médicaux de protection.

À ce stade, les conséquences de cette crise, si elles sont déjà visibles sur l'activité et les comptes du premier semestre, restent difficiles à mesurer pour le reste de l'année.

Les trois marchés stratégiques du Groupe, la mode, l'automobile et l'ameublement, passeront probablement par une phase de consolidation et de restructuration. En fonction, notamment, de l'évolution de l'environnement macroéconomique, les entreprises opérant sur ces marchés pourraient être conduites à réduire temporairement leurs investissements et leurs dépenses d'exploitation.

Néanmoins, une amélioration progressive du volume des commandes, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel pourrait être constatée dès le troisième ou le quatrième trimestre. Cette évolution reste toutefois soumise aux incertitudes liées à l'évolution de la pandémie, qui demeurent importantes et rendent difficile l'estimation de la date et de l'ampleur du rebond de l'activité.

### Perspectives à moyen terme

Dans ce contexte particulièrement incertain, le Groupe, au travers des décisions qu'il a prises, démontre quotidiennement son engagement dans la prise en compte de ses responsabilités sociales, sociétales et environnementales, ainsi que son attachement aux valeurs qui les sous-tendent.

Les marchés du Groupe répondent à des besoins pérennes des consommateurs, dans le monde entier. Lectra, qui préserve malgré la crise ses atouts et bénéficie d'une très grande solidité financière, demeure confiant sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'administration

Le 27 juillet 2020

## COMPLÉMENT D'INFORMATION – DEUXIÈME TRIMESTRE 2020

### COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences perpétuelles de logiciel	1 065	7%	1 070	3 202	12%	-67%	-67%	
Equipements et leurs logiciels	12 018	80%	11 997	19 744	76%	-39%	-39%	
Formation, conseil	1 642	11%	1 641	2 520	10%	-35%	-35%	
Divers	246	2%	250	464	2%	-47%	-46%	
<b>Total</b>	<b>14 971</b>	<b>100%</b>	<b>14 958</b>	<b>25 931</b>	<b>100%</b>	<b>-42%</b>	<b>-42%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,12</i>	<i>1,12</i>				

Nouveaux abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	339	na	340	261	na	+30%	+30%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,12</i>	<i>1,12</i>				

### ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	22 430	44%	22 517	26 269	37%	-15%	-14%	
- France	3 481	7%	3 478	4 156	6%	-16%	-16%	
Amériques	12 363	25%	12 458	16 938	24%	-27%	-26%	
Asie - Pacifique	12 730	25%	12 662	21 363	30%	-40%	-41%	
Autres pays	2 997	6%	3 143	5 633	8%	-47%	-44%	
<b>Total</b>	<b>50 520</b>	<b>100%</b>	<b>50 781</b>	<b>70 204</b>	<b>100%</b>	<b>-28%</b>	<b>-28%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,12</i>	<i>1,12</i>				

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	15 832	31%	15 898	27 866	40%	-43%	-43%	
- licences perpétuelles de logiciel	1 159	2%	1 156	3 494	5%	-67%	-67%	
- équipements et leurs logiciels	12 175	24%	12 227	20 641	29%	-41%	-41%	
- formation, conseil	2 252	4%	2 265	3 266	5%	-31%	-31%	
- divers	246	0%	250	464	1%	-47%	-46%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	34 688	69%	34 883	42 338	60%	-18%	-18%	
- abonnements logiciels	826	2%	827	243	ns	+240%	+240%	
- contrats de maintenance des logiciels	9 400	19%	9 451	9 522	14%	-1%	-1%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	14 717	29%	14 753	14 384	20%	+2%	+3%	
- consommables et pièces	9 746	19%	9 852	18 189	26%	-46%	-46%	
<b>Total</b>	<b>50 520</b>	<b>100%</b>	<b>50 781</b>	<b>70 204</b>	<b>100%</b>	<b>-28%</b>	<b>-28%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,12</i>	<i>1,12</i>				

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin				
	2020		2019	Variation 2020/2019	
	Réel	A cours de change 2019	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	50 520	50 781	70 204	-28%	-28%
Coût des ventes	(12 114)	(12 125)	(19 474)	-38%	-38%
<b>Marge brute</b>	38 406	38 656	50 729	-24%	-24%
(en % du chiffre d'affaires)	76,0%	76,1%	72,3%	+3,7 points	+3,8 points
Frais de recherche et de développement	(5 738)	(5 738)	(5 642)	+2%	+2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(30 661)	(30 909)	(35 549)	-14%	-13%
<b>Résultat opérationnel</b>	2 008	2 009	9 538	-79%	-79%
(en % du chiffre d'affaires)	4,0%	4,0%	13,6%	-9,6 points	-9,6 points
<b>Résultat avant impôts</b>	1 669	1 671	9 115	-82%	-82%
Impôt sur le résultat	(608)	na	(2 226)	-73%	na
<b>Résultat net</b>	1 062	na	6 889	-85%	na
<b>dont Résultat net part du Groupe</b>	1 081	na			na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(19)	na			na
Parité moyenne € / \$	1,10	1,12	1,12		

## COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER SEMESTRE 2020

### COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

#### 1. Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

##### 1.1 Par ligne de produit

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences perpétuelles de logiciel	3 730	11%	3 725	6 782	13%	-45%	-45%	
Equipements et leurs logiciels	25 562	75%	25 344	38 851	74%	-34%	-35%	
Formation, conseil	4 206	12%	4 190	5 767	11%	-27%	-27%	
Divers	745	2%	747	1 047	2%	-29%	-29%	
<b>Total</b>	<b>34 243</b>	<b>100%</b>	<b>34 006</b>	<b>52 447</b>	<b>100%</b>	<b>-35%</b>	<b>-35%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

##### 1.2 Par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe	13 477	39%	13 476	18 694	36%	-28%	-28%	
Amériques	7 055	21%	7 003	7 150	14%	-1%	-2%	
Asie - Pacifique	11 232	33%	11 061	21 186	40%	-47%	-48%	
Autres pays	2 479	7%	2 466	5 417	10%	-54%	-54%	
<b>Total</b>	<b>34 243</b>	<b>100%</b>	<b>34 006</b>	<b>52 447</b>	<b>100%</b>	<b>-35%</b>	<b>-35%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

##### 1.3. Par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode	19 655	57%	19 544	26 179	50%	-25%	-25%	
Automobile	8 569	25%	8 500	15 601	30%	-45%	-46%	
Ameublement	3 709	11%	3 668	8 309	16%	-55%	-56%	
Autres industries	2 309	7%	2 295	2 359	4%	-2%	-3%	
<b>Total</b>	<b>34 243</b>	<b>100%</b>	<b>34 006</b>	<b>52 447</b>	<b>100%</b>	<b>-35%</b>	<b>-35%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

#### 2. Nouveaux abonnements logiciels

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019			Variation 2020/2019	
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	970	na	957	666	na	+46%	+44%	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

## ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	49 611	43%	49 703	54 249	40%	-9%	-8%	
- France	7 598	7%	7 596	8 967	7%	-15%	-15%	
Amériques	30 455	27%	30 331	33 038	24%	-8%	-8%	
Asie - Pacifique	25 883	23%	25 584	38 211	28%	-32%	-33%	
Autres pays	8 086	7%	8 226	11 701	9%	-31%	-30%	
<b>Total</b>	<b>114 035</b>	<b>100%</b>	<b>113 845</b>	<b>137 200</b>	<b>100%</b>	<b>-17%</b>	<b>-17%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

### Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin							
	2020			2019		Variation 2020/2019		
	Réel	%	A cours de change 2019	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	37 840	33%	37 708	53 492	39%	-29%	-30%	
- licences perpétuelles de logiciel	4 201	4%	4 206	7 446	5%	-44%	-44%	
- équipements et leurs logiciels	27 804	24%	27 679	38 695	28%	-28%	-28%	
- formation, conseil	5 090	4%	5 076	6 305	5%	-19%	-19%	
- divers	745	1%	747	1 047	1%	-29%	-29%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	76 195	67%	76 136	83 709	61%	-9%	-9%	
- abonnements logiciels	1 572	1%	1 570	446	ns	+252%	+252%	
- contrats de maintenance des logiciels	19 005	17%	19 037	19 073	14%	0%	0%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	29 356	26%	29 256	28 358	21%	+4%	+3%	
- consommables et pièces	26 262	23%	26 273	35 831	26%	-27%	-27%	
<b>Total</b>	<b>114 035</b>	<b>100%</b>	<b>113 845</b>	<b>137 200</b>	<b>100%</b>	<b>-17%</b>	<b>-17%</b>	
<i>Parité moyenne € / \$</i>	<i>1,10</i>		<i>1,13</i>	<i>1,13</i>				

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin				
	2020		2019	Variation 2020/2019	
	Réel	A cours de change 2019	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>114 035</b>	<b>113 845</b>	<b>137 200</b>	<b>-17%</b>	<b>-17%</b>
Coût des ventes	(27 960)	(27 910)	(37 079)	-25%	-25%
<b>Marge brute</b>	<b>86 075</b>	<b>85 935</b>	<b>100 122</b>	<b>-14%</b>	<b>-14%</b>
(en % du chiffre d'affaires)	75,5%	75,5%	73,0%	+2,5 points	+2,5 points
Frais de recherche et de développement	(12 029)	(12 029)	(11 141)	+8%	+8%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(66 947)	(67 086)	(71 544)	-6%	-6%
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>7 099</b>	<b>6 820</b>	<b>17 436</b>	<b>-59%</b>	<b>-61%</b>
(en % du chiffre d'affaires)	6,2%	6,0%	12,7%	-6,5 points	-6,7 points
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>6 312</b>	<b>6 032</b>	<b>16 846</b>	<b>-63%</b>	<b>-64%</b>
Impôt sur le résultat	(1 862)	na	(4 212)	-56%	na
<b>Résultat net</b>	<b>4 450</b>	<b>na</b>	<b>12 634</b>	<b>-65%</b>	<b>na</b>
<b>dont Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 465</b>	<b>na</b>			
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(15)	na			
Parité moyenne € / \$	1,10	1,13	1,13		

## Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2020

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 27 juillet 2020

Daniel Harari  
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay  
Directeur financier

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2019
Écarts d'acquisition	47 297	47 380	39 514
Autres immobilisations incorporelles	4 388	4 008	3 894
Droits d'utilisation locatifs	16 913	18 697	18 429
Immobilisations corporelles	26 538	26 963	25 680
Autres actifs non courants	22 033	17 242	18 557
Impôts différés	9 413	8 589	8 622
<b>Total actifs non courants</b>	<b>126 582</b>	<b>122 879</b>	<b>114 696</b>
Stocks	31 900	30 919	34 519
Clients et comptes rattachés	39 826	56 933	47 660
Autres actifs courants	11 044	12 217	16 390
Trésorerie et équivalents de trésorerie	109 879	120 558	104 009
<b>Total actifs courants</b>	<b>192 649</b>	<b>220 627</b>	<b>202 578</b>
<b>Total actifs</b>	<b>319 231</b>	<b>343 506</b>	<b>317 274</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2019
Capital social	32 245	32 099	32 026
Primes d'émission et de fusion	16 867	15 802	15 210
Actions détenues en propre	(534)	(698)	(325)
Écarts de conversion	(9 755)	(9 481)	(9 690)
Réserves et résultats consolidés	137 252	145 141	134 733
Participations ne donnant pas le contrôle	144	159	-
<b>Total capitaux propres</b>	<b>176 219</b>	<b>183 022</b>	<b>171 953</b>
Engagements de retraite	11 133	11 107	10 590
Obligations locatives à long terme	11 824	13 407	13 670
Engagement d'achat de titres minoritaires	4 333	4 333	-
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
<b>Total passifs non courants</b>	<b>27 290</b>	<b>28 847</b>	<b>24 260</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	45 779	58 896	54 745
Produits constatés d'avance	56 543	58 459	54 800
Dettes d'impôt exigible	2 939	3 436	3 121
Obligations locatives à court terme	5 488	5 675	5 139
Engagement d'achat de titres minoritaires	2 167	2 167	-
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	2 806	3 004	3 256
<b>Total passifs courants</b>	<b>115 722</b>	<b>131 637</b>	<b>121 061</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>319 231</b>	<b>343 506</b>	<b>317 274</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 (six mois)
Chiffre d'affaires	114 035	137 200
Coût des ventes	(27 960)	(37 079)
<b>Marge brute</b>	<b>86 075</b>	<b>100 122</b>
Frais de recherche et développement	(12 029)	(11 141)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(66 947)	(71 544)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>7 099</b>	<b>17 436</b>
Produits financiers	39	118
Charges financières	(247)	(312)
Résultat de change	(580)	(397)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>6 312</b>	<b>16 846</b>
Impôts sur le résultat	(1 862)	(4 212)
<b>Résultat net</b>	<b>4 450</b>	<b>12 634</b>
<b>dont Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 465</b>	<b>12 634</b>
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(15)	-
 (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,14	0,40
- dilué	0,14	0,39
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	32 128 770	31 925 898
- résultat dilué	32 397 019	32 396 256

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE <sup>(1)</sup>

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 (six mois)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 465</b>	<b>12 634</b>
Écarts de conversion	(191)	(169)
Effet d'impôts	(82)	33
<b>Total éléments qui seront reclassés en résultat net</b>	<b>(273)</b>	<b>(136)</b>
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	279	(439)
Effet d'impôts	(78)	135
<b>Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>	<b>201</b>	<b>(304)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(72)</b>	<b>(440)</b>
<b>Résultat global part du Groupe</b>	<b>4 393</b>	<b>12 194</b>

(1) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (uniquement 30 % de titres minoritaires Retviews) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020 (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 (six mois)
<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>		
Résultat net	4 450	12 634
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	7 646	5 850
Éléments non monétaires du résultat	627	150
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	39	13
Variation des impôts différés	(1 174)	792
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>11 588</b>	<b>19 440</b>
Variation des stocks et en-cours	(1 919)	(689)
Variation des créances clients et comptes rattachés	14 711	9 194
Variation des autres actifs et passifs courants	(12 468)	(6 117)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>324</b>	<b>2 388</b>
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(4 532)	(3 483)
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>7 380</b>	<b>18 345</b>
<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 087)	(906)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 484)	(1 336)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6	2
Coût d'acquisition des sociétés achetées	-	-
Acquisitions d'immobilisations financières <sup>(1)</sup>	(2 836)	(3 533)
Cessions d'immobilisations financières <sup>(1)</sup>	2 535	2 920
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(2 866)</b>	<b>(2 853)</b>
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	1 210	1 546
Versement de dividendes	(12 844)	(12 782)
Achats par la société de ses propres actions	(2 641)	(2 909)
Ventes par la société de ses propres actions	2 678	3 264
Remboursement des dettes locatives	(3 024)	(2 965)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(14 621)</b>	<b>(13 846)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(10 107)</b>	<b>1 646</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>120 558</b>	<b>102 223</b>
Variation de la trésorerie	(10 107)	1 646
Incidence des variations de cours de change	(572)	140
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>109 879</b>	<b>104 009</b>
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	7 380	18 345
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 866)	(2 853)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	-	-
- Remboursement des dettes locatives	(3 024)	(2 965)
<b>Cash-flow libre</b>	<b>1 490</b>	<b>12 527</b>
Impôts (payés) / remboursés, nets	(2 437)	(2 151)
Intérêts payés sur dettes locatives	(77)	(66)
Intérêts payés	-	-

(1) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle <sup>(1)</sup>	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale								
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>31 846 757</b>	<b>1,00</b>	<b>31 847</b>	<b>13 843</b>	<b>(560)</b>	<b>(9 554)</b>	<b>134 802</b>	<b>170 377</b>		<b>170 377</b>
Résultat net							12 634	12 634		12 634
Autres éléments du résultat global						(136)	(304)	(440)		(440)
<b>Résultat global</b>						<b>(136)</b>	<b>12 330</b>	<b>12 194</b>		<b>12 194</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	179 210	1,00	179	1 367				1 546		1 546
Valorisation des options de souscription d'actions							303	303		303
Vente (achat) par la société de ses propres actions					235			235		235
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							79	80		80
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2019</b>	<b>32 025 967</b>	<b>1,00</b>	<b>32 026</b>	<b>15 210</b>	<b>(325)</b>	<b>(9 690)</b>	<b>134 733</b>	<b>171 953</b>		<b>171 953</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>31 846 757</b>	<b>1,00</b>	<b>31 847</b>	<b>13 843</b>	<b>(560)</b>	<b>(9 554)</b>	<b>134 802</b>	<b>170 377</b>		<b>170 377</b>
Résultat net							29 305	29 305	19	29 324
Autres éléments du résultat global						73	(485)	(412)		(412)
<b>Résultat global</b>						<b>73</b>	<b>28 820</b>	<b>28 893</b>	<b>19</b>	<b>28 912</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	252 343	1,00	252	1 959				2 211		2 211
Valorisation des options de souscription d'actions							693	693		693
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(138)			(138)		(138)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							106	106		106
Intégration de la société Retviews et engagement d'achat de titres minoritaires <sup>(1)</sup>							(6 500)	(6 500)	140	(6 360)
Dividendes							(12 782)	(12 782)		(12 782)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>	<b>32 099 100</b>	<b>1,00</b>	<b>32 099</b>	<b>15 802</b>	<b>(698)</b>	<b>(9 481)</b>	<b>145 141</b>	<b>182 863</b>	<b>159</b>	<b>183 022</b>
Résultat net							4 465	4 465	(15)	4 450
Autres éléments du résultat global						(273)	201	(72)		(72)
<b>Résultat global</b>						<b>(273)</b>	<b>4 666</b>	<b>4 393</b>	<b>(15)</b>	<b>4 378</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	145 934	1,00	146	1 064				1 210		1 210
Valorisation des options de souscription d'actions							374	374		374
Vente (achat) par la société de ses propres actions					164			164		164
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(85)	(85)		(85)
Dividendes							(12 844)	(12 844)		(12 844)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2020</b>	<b>32 245 034</b>	<b>1,00</b>	<b>32 245</b>	<b>16 867</b>	<b>(534)</b>	<b>(9 755)</b>	<b>137 252</b>	<b>176 075</b>	<b>144</b>	<b>176 219</b>

(1) Ces montants font suite à la prise de contrôle sur la société Retviews en 2019. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette acquisition sur les états financiers du Groupe.

# NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2020

## 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

### *Modèle économique*

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

### *Implantation mondiale*

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 34 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

### *Clients*

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

### *Produits et services*

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et

les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

### **Collaborateurs**

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 800 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

## **2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr)

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, disponibles sur [lectra.com](http://lectra.com).

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2019, à l'exception de l'amendement à la norme IFRS 16 du 28 mai 2020 (non approuvé par l'UE) présenté ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 27 juillet 2020 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les autres modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation d'autres normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### **Amendement à la norme IFRS 16 – Contrats de location**

Le Groupe applique, par anticipation depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020, l'amendement à la norme IFRS 16 intitulé *Covid-19-Related Rent Concessions*. Cet amendement permet au Groupe de ne pas considérer certains aménagements de loyers dont il a bénéficié comme des modifications de contrats de location. Le Groupe a choisi d'appliquer l'amendement à tous les aménagements de loyers éligibles et directement liés aux conséquences de la crise de la COVID-19 dont il a bénéficié. Ces aménagements ont été obtenus sans modification substantielle au contrat.

Au 30 juin 2020, l'amendement concerne un nombre limité de filiales. Son impact sur le compte de résultat consolidé est inférieur à 0,1 million d'euros.

### **Saisonnalité**

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature

légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations, l'évaluation des impôts différés actifs et l'évaluation des droits d'utilisation de l'actif et engagements locatifs retenus dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

### Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils sont une composante indissociable de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), commercialisés sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées,

les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des « *inputs* » utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

### Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le

seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

### **Indicateurs de performance**

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

#### ***Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel***

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tel que défini par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

#### ***Cash-flow libre***

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de sa gestion de la trésorerie.

Les dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16 n'ont pas d'effet sur la performance telle que suivie par le Groupe.

#### ***Ratio de sécurité***

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent. Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépend pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

### **Secteurs opérationnels**

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays

pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution). Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

### **3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

Au 30 juin 2020, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 31 sociétés consolidées par intégration globale.

En juillet 2019, le Groupe avait acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL.

L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8 millions d'euros. L'acquisition du solde du capital et des droits de vote aura lieu en trois fois en juillet 2020, juillet 2021 et juillet 2022 pour des montants, respectivement, d'environ 0,9 fois le chiffre d'affaires 2020, 0,7 fois le chiffre d'affaires 2021 et 0,5 fois le chiffre d'affaires 2022.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée sans modification et les principaux impacts sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- Comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de 7,7 millions d'euros ;
- Comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net repris (méthode dite du « goodwill partiel ») pour un montant de 0,1 million d'euros ;
- Comptabilisation d'une dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe. Au 30 juin 2020, elle s'élève à 6,5 millions d'euros, dont 2,2 millions d'euros à échéance court terme et 4,3 millions d'euros à échéance à plus d'un an.

Le coût du rachat par Lectra, net de la trésorerie acquise, avait représenté un montant de 7,6 millions d'euros.

Retviews et sa filiale en Roumanie sont consolidées par intégration globale depuis le 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier semestre 2020 et de l'exercice 2019.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2020, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 0,4 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 2,9 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2020.

#### 4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020 (en milliers d'euros)	Europe du Nord <sup>(1)</sup>	Europe du Sud <sup>(2)</sup>	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	25 691	30 676	30 456	27 212	-	114 035
Résultat opérationnel	3 498	5 511	4 685	2 217	(8 812)	7 099
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)	Europe du Nord <sup>(1)</sup>	Europe du Sud <sup>(2)</sup>	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	25 970	37 243	33 038	40 949	-	137 200
Résultat opérationnel	2 451	6 391	4 737	4 506	(649)	17 436

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

#### 5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	1 490	-	1 490
Augmentations de capital <sup>(1)</sup>	1 210	-	1 210
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	37	-	37
Versement de dividendes	(12 844)	-	(12 844)
Effet de la variation des devises – divers	(572)	-	(572)
<b>Variation de la période</b>	<b>(10 679)</b>	<b>-</b>	<b>(10 679)</b>
Situation au 31 décembre 2019	120 558	-	120 558
Situation au 30 juin 2020	109 879	-	109 879
<b>Variation de la période</b>	<b>(10 679)</b>	<b>-</b>	<b>(10 679)</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

Le cash-flow libre au 30 juin 2020 s'élève à 1,5 million d'euros. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 11,6 millions d'euros, d'une diminution du besoin en fonds de roulement de 0,3 million d'euros, et d'investissements de 2,9 millions d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 4,5 millions d'euros (correspondant au crédit d'impôt recherche du premier semestre 2020, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter à ces montants le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 3,0 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- - 14,7 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu notamment de la diminution chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements, des

consommables et pièces et des services non récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + 1,9 million d'euros provient de l'augmentation des stocks ;
- + 8,5 millions d'euros proviennent de la diminution des dettes fournisseurs, compte tenu de la réduction des achats liée à la baisse de l'activité ;
- + 5,2 millions d'euros proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2019, majoritairement payée en 2020, et celle, comptabilisée au cours du premier semestre 2020 et qui sera payée en 2021 ;
- - 1,2 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2020 est négatif de 22,5 millions d'euros. Il comprend la part courante (2,6 millions d'euros) de la créance de 21,9 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

## **6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE**

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (4,5 millions d'euros) du premier semestre 2020 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 30 juin 2020, Lectra SA détient une créance de 21,9 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 19,3 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2020 (4,5 millions d'euros), 2019 (5,2 millions d'euros), 2018 (5,0 millions d'euros), 2017 (4,5 millions d'euros) et 2016 (2,6 millions d'euros).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018), 2023 (crédit d'impôt 2019) et 2024 (crédit d'impôt 2020). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

## 7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la société a acheté 134 753 actions et en a vendu 136 016 aux cours moyens respectifs de 18,65 € et de 18,75 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2020, elle détenait 30 286 de ses propres actions (soit 0,09 % du capital social) à un prix de revient moyen de 17,63 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## 8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Trésorerie disponible	79 879	90 558
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
<b>Trésorerie nette</b>	<b>109 879</b>	<b>120 558</b>

Le Groupe n'a pas d'emprunt ni de dette financière. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières ici.

## 9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2019.

Au cours de du premier semestre 2020, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,10 \$ / 1 €.

### Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2020 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de 0,6 million d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2020.

## 10. IMPLICATIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur les états financiers du Groupe ont fait l'objet d'une revue détaillée.

Anticipant un ralentissement de son activité, le Groupe a mis en œuvre des mesures strictes de réduction de ses frais généraux en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles, et en réaffectant de façon ponctuelle pendant le confinement les équipes dont la charge de travail était la plus réduite sur d'autres missions jugées prioritaires, notamment pour assurer une utilisation optimale des solutions par les clients et accélérer les actions de transformation prévues dans la feuille de route stratégique 2020-2022.

À la date du présent rapport, compte tenu de la solidité de sa situation financière et de sa capacité de résilience, la Société a décidé de ne pas faire appel aux diverses mesures proposées par le

gouvernement français, telles que moratoires sur les paiements ou activité partielle. Dans quelques pays, le Groupe a bénéficié de certaines réductions de taxes applicables à l'ensemble des entreprises.

Au vu du contexte et de la baisse d'activité constatée au cours du premier semestre, le Groupe a actualisé les tests de dépréciation des écarts d'acquisition réalisés pour la clôture du 31 décembre 2019. Cette mise à jour s'appuie sur des hypothèses basses, qui incluent notamment un décalage dans le temps de l'atteinte des objectifs du Groupe. Les estimations des valeurs d'utilité des écarts d'acquisition ainsi actualisées n'ont engendré aucune dépréciation dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, comme en 2019.

Au cours des six premiers mois, le besoin en fonds de roulement est resté normatif, et le Groupe a dégagé un cash-flow positif. Les fournisseurs du Groupe ont été payés aux échéances prévues. Dans la grande majorité, les clients ont respecté leurs échéanciers sans conséquences significatives sur l'état de la situation financière au 30 juin 2020. La plus grande vigilance reste toutefois de mise et les actions de recouvrement ont été renforcées. Après une analyse individualisée de ses créances, le Groupe a estimé les pertes possibles sur les positions les plus risquées, et comptabilisé à ce titre les provisions nécessaires.

Enfin, le Groupe n'a pas d'emprunt ni de dette financière, et a dégagé un cash-flow libre positif de 1,5 million d'euros au cours du premier semestre. La trésorerie atteint 109,9 millions d'euros au 30 juin 2020. Les équivalents de trésorerie sont constitués de certificats de dépôt négociables émis par les banques de la Société. Les comptes à vue et les comptes à terme rémunérés sont considérés comme de la trésorerie disponible. Tous ces placements sont à court terme, considérés comme liquides, convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Le Groupe considère qu'il est financièrement armé pour faire face à une diminution temporaire ou plus durable de son activité.

## **11. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE**

### **Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes**

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ 0,45 million d'euros.

### **Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises**

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2019 des devises concernées, notamment 1,12 \$ / 1 €.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,07 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2020 d'environ 4,2 millions d'euros et du résultat opérationnel annuel de 2,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,17 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de 1,17 \$ / 1 €.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

**PricewaterhouseCoopers Audit S.A.**

**« Crystal Park »**

**63, rue de Villiers**

**99208 Neuilly-sur-Seine**

**KPMG S.A.**

**Domaine de Pelus**

**11, rue Archimède**

**33692 Mérignac Cedex**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE  
SEMESTRIELLE**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020)**

LECTRA S.A.

16-18, rue Chalgrin

75016 Paris

Aux Actionnaires de la société Lectra S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 27 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité du conseil d'administration établi le 27 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 27 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit S.A.

KPMG S.A.

Matthieu Moussy

Anne Jallet-Auguste